



**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
MERCREDI 06 FÉVRIER 2019**

L'an deux mille dix neuf, le six février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, RIOU Michel, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc

**Secrétaire de séance**

FORTIN Laurence

**Excusés**

BESCOND Yvon (pouvoir à CORRE Michel)  
ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)  
COJEAN Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)  
MERDY Marie-Thérèse (pouvoir à GOALEC Bernard)  
MOULLEC Yvan (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)  
PAGE Marie-Renée (pouvoir à GODET Nathalie)  
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)

Conseil de Communauté du 6 février 2019  
Délibération n°DCC2019\_044

<b>Objet</b>	<b>Approbation du zonage des eaux usées</b>
--------------	---

Rapporteur	Patrick LECLERC
------------	-----------------

Service	Services techniques
---------	---------------------

Thème	Assainissement collectif
-------	--------------------------

## EXPOSÉ DES MOTIFS :

Dans le respect de l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT) il est fait obligation aux communes ou EPCI de délimiter, dans le cadre du zonage d'assainissement eaux usées :

- le zonage d'assainissement collectif (secteurs où la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées doivent être assurés par la Communauté, compétente en la matière depuis le 1er janvier 2013)
- le zonage d'assainissement individuel (secteur où le contrôle de ces installations doit être assuré par la Communauté, compétente en la matière depuis le 1er avril 2006).

Sur le territoire communautaire un premier zonage d'assainissement eaux usées a été élaboré en 2014. Ce document visait à être en cohérence, sur une même base technico économique, avec :

- les documents d'urbanisme en vigueur ou en cours d'élaboration,
- les objectifs environnementaux ou réglementaires en vigueur (DCE : Directive Cadre sur l'Eau et ses déclinaisons dans le SDAGE et les SAGE locaux, la Directive Eaux Résiduaires urbaines).

Ce zonage 2014 n'a été approuvé que par 6 communes de la Communauté, dans le cadre de l'évolution de leur document d'urbanisme (Dirinon, Irvillac, Landerneau, L'hôpital Camfrout, Logonna Daoulas et Tréflévénez). Il a été accompagné d'un schéma directeur priorisant les investissements à venir que devait porter la Communauté.

L'étude de zonage des eaux usées confiée au bureau d'études TPAE s'est donc appuyée sur les études menées commune par commune en 2014. Elle a été élaborée en s'appuyant sur les zones urbanisées et à urbaniser du PLUi et a permis :

- de vérifier que les infrastructures de desserte et de traitement des eaux usées étaient bien en adéquation avec le développement du territoire dans les secteurs en assainissement collectif,
- de proposer une répartition sur l'ensemble du territoire entre l'assainissement collectif et non-collectif.

### Etat des lieux

#### **Assainissement collectif**

##### Les infrastructures et leur évolution

Le service assainissement collectif c'est 16 977 abonnés domestiques (RPQS 2017), soit une population proche de 37 000 habitants, en augmentation de près de 400 abonnés (16 571 abonnés en 2016). L'infrastructure exploitée comprend 307 km de réseau gravitaire, 44 km de réseau de refoulement et 131 postes de refoulement qui permettent le transport des effluents vers 18 installations de traitement allant du simple filtre à sable à la station boues activées :

Dès 2013, la Communauté a poursuivi les travaux entrepris par les communes ou décidé de

mener des travaux de modernisation des outils d'épuration, en fonction de constats partagés avec les communes concernées, suite à l'élaboration en 2014 d'une étude de zonage assainissement eaux usées et d'un schéma directeur à l'échelle du territoire communautaire. Les travaux visaient prioritairement à réduire l'impact sur le milieu récepteur de l'assainissement eaux usées :

- soit en raccordant à l'assainissement collectif, par des extensions ou création de réseaux, des habitations existantes dont les installations individuelles étaient défectueuses, (L'hôpital Camfrout),
- soit en améliorant les conditions épuratoires des installations de traitement en assainissement collectif en lien avec la sensibilité du milieu récepteur, le cas des communes de Landerneau, L'hôpital Camfrout, Dirinon, La Martyre et Ploudiry.

Ces travaux visaient aussi à accompagner les communes dans leurs projets d'évolution d'urbanisme ( Dirinon, St Urbain et Irvillac).

Ce sont donc 11 communes qui ont vu depuis 2013 ou verront de nouvelles installations d'épuration être mises en service jusqu'en 2020. Ce programme ambitieux a aussi vu le jour dans le cadre d'une convergence tarifaire permettant de mutualiser les moyens et les coûts pour aboutir à un tarif unique en 2022. Avec la réfection des réseaux et de la station d'épuration de Landerneau dont la mise en service est effective depuis septembre 2018, qui représentent à eux seuls 10 000 000 €, ce sont près de 15 000 000 € qui ont été engagés sur le territoire depuis 2013.

Les installations d'épuration mises en œuvre, le remplacement des lagunes par des stations d'épuration « à boues activées » et la prise en compte du traitement du phosphore et dans certains cas, la bactériologie (milieu maritime ou estuarien), compte tenu des exigences de traitement et des rendements épuratoires, ne peuvent qu'améliorer à court terme la qualité des rejets dans les différents milieux récepteurs.

Les efforts vont se prolonger dans les années à venir sur la réhabilitation des infrastructures de transports (réseaux et postes) afin de poursuivre la réduction des volumes d'eaux parasites.

## Exploitation

Les non-conformités aux directives européennes ou aux arrêtés, en 2017, restaient liées à :

- l'établissement ou au complément des manuels d'auto-surveillance obligatoires à tenir à jour,
- l'équipement de points potentiels de déversement permettant le cas échéant de mesurer le volume potentiel d'eaux usées déversé au milieu récepteur. Les équipements actuels permettent de mesurer les niveaux très haut mais ne permettent pas, dans tous les cas de figure, de mesurer, le cas échéant, le volume déversé au milieu naturel.

Les travaux, en voie d'achèvement ou en cours sur les différentes infrastructures et stations ainsi que les démarches entreprises pour la mise à jour des documents d'auto-surveillance vont permettre de lever ces non-conformités.

Ces ouvrages d'assainissement assurent le traitement de plus de 1 400 000 m<sup>3</sup> d'eaux usées issues du territoire (1 401 307 m<sup>3</sup> RPQS 2017) par les différentes installations de traitement et 28 150 m<sup>3</sup> provenant d'une partie de la commune de Ploudaniel pour laquelle par voie de convention la Communauté assure le transport et le traitement jusqu'à la station de Landerneau.

Ces installations génèrent des sous-produits issus de l'épuration :

- pour les boues représentant 468 tonnes de matières sèches (RPQS 2017) par valorisation en épandages agricoles (426 tonnes) sous forme liquide, dans le cadre d'un plan d'épandage en cours de révision et par voie de compostage (42 tonnes) sous forme pâteuse. Le tonnage composté est issu exclusivement de la station « boues activées » de la commune de St Thonan,
- pour les produits de dégrillages représentant 66 tonnes (données 2018) permettant d'éviter

le colmatage de certains équipements (entrée de station d'épuration ou de poste de refoulement) par incinération.

Le plan d'épandage des boues des stations d'épuration fait l'objet d'un suivi agronomique permettant de valoriser les boues dans le respect de l'environnement et des obligations réglementaires auquel est soumis ce type d'activité. Le suivi agronomique consiste à caractériser les boues produites par l'épuration des différentes stations concernées, quantifier leur apport nutritif pour les cultures, définir les doses à épandre et vérifier par des mesures la composition des sols en place avant épandage afin d'adapter les doses à épandre aux besoins réels. La prestation d'épandage est « rendue racine », c'est-à-dire que le gestionnaire assure, par le biais d'un prestataire, l'épandage des boues sur les seuls champs intégrés au plan d'épandage, dans les périodes et aux doses d'apport de boues correspondant aux types de culture envisagés par l'agriculteur concerné.

### **Assainissement non-collectif**

Les eaux usées issues des locaux non desservis par le réseau d'assainissement collectif doivent être recueillies, traitées et éliminées par des dispositifs d'assainissement non collectif (individuel) selon des filières de traitement déterminées en fonction de l'aptitude des sols à l'épuration et de la sensibilité du milieu récepteur.

#### Le périmètre

Seules deux communes (Lanneuffret et Trémaouézan) sont exclusivement en assainissement non collectif (individuel).

Sur les vingt autres communes de la Communauté, le zonage d'assainissement a déterminé les secteurs qui resteront en assainissement non-collectif (individuel).

Le service assainissement non-collectif c'est 5 869 abonnés soit près de 13 000 habitants. Le nombre d'abonnés continu de baisser avec l'extension des réseaux d'assainissement collectif notamment dans le secteur de l'Hôpital Camfrout, où des quartiers proches de la mer, en situation défavorable au maintien d'un assainissement non-collectif, ont été raccordés.

#### Les performances

Le taux de conformité des installations était de 89.1 % en 2017.

Le taux de conformité des installations d'assainissement non collectives (installations individuelles) évalue le pourcentage d'installations non collectives conformes à la réglementation après contrôle, sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service.

#### La formule de calcul a évolué à partir de 2013 :

*Taux de conformité* = (nombre d'installations jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité + nombre d'installations jugées non conforme mais ne présentant pas de danger pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement *divisé par* (nombre total d'installation contrôlées depuis la création du service x 100).

### **Résumé des contraintes et orientations retenues**

Le résumé non technique en annexe donne un état simplifié des contraintes et orientations.

En conclusion, la majorité des communes présentent des enjeux environnementaux et sanitaires importants, particulièrement les communes littorales comme L'Hopital-Camfrout, Loperhet et Logonna-Daoulas où le raccordement des hameaux à l'AC est privilégié si la compatibilité avec la station d'épuration est vérifiée, sauf si le coût du raccordement est prohibitif.

Toutes les stations d'épuration seront en capacité de traiter l'ensemble des effluents issus du zonage d'assainissement proposé, à l'exception des stations d'épuration de Saint Eloy, Logonna-Daoulas et Loperhet.

Aucune extension du zonage n'est réalisée si la station d'épuration ne peut pas accepter de nouveaux effluents.

L'engagement de diagnostics de réseau afin de lutter contre les apports d'eaux parasites permettra d'augmenter les capacités disponibles sur les station d'épuration en toute période et plus particulièrement sur les communes de Loperhet et Logonna-daoulas où cet enjeu est majeur.

La gestion des boues issues de l'épuration est valorisée en épandage agricole et s'appuie sur un plan d'épandage en cours d'actualisation.

137 hectares supplémentaires, majoritairement en zones U et AU, sont inclus dans le zonage AC, soit +5,4% de la superficie totale du zonage AC réglementaire existant.

Le zonage eaux usées fait l'objet d'un développement avec un zoom sur chaque commune.

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE), par décision en date du 10 octobre 2018, a décidé de soumettre, après demande d'examen au cas par cas, le projet de zonage eaux usées à évaluation environnementale, dossier qui devra être intégré à celle relative au PLUi.

Ce dossier d'études de zonage doit faire l'objet d'une approbation du conseil de Communauté avant le lancement d'une enquête publique conjointe à celles relatives au PLUi et au zonage eaux pluviales.

## **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) N°2018-006335 en date du 10 octobre 2018 soumettant, après demande d'examen au cas par cas, le projet de zonage eaux usées à évaluation environnementale qui devra être intégrée à celle relative au PLUi,

Vu le dossier d'étude de zonage eaux usées du 21 janvier 2019

Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 22 janvier 2019

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 22 janvier 2019

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 15 janvier 2019

## **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1:** approuve le zonage d'assainissement eaux usées tel que décrit dans le dossier joint en annexe,

**Article 2 :** autorise le président à lancer une enquête publique conjointe avec celles relatives au zonage eaux pluviales et au PLUi.